

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

RECUEIL DES ARRÊTS,  
AVIS CONSULTATIFS ET ORDONNANCES

AFFAIRE RELATIVE À LA LICÉITÉ  
DE L'EMPLOI DE LA FORCE

(YUGOSLAVIE c. PAYS-BAS)

DEMANDE EN INDICATION DE MESURES  
CONSERVATOIRES

**ORDONNANCE DU 2 JUIN 1999**

**1999**

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

REPORTS OF JUDGMENTS,  
ADVISORY OPINIONS AND ORDERS

CASE CONCERNING  
LEGALITY OF USE OF FORCE

(YUGOSLAVIA v. NETHERLANDS)

REQUEST FOR THE INDICATION OF PROVISIONAL  
MEASURES

**ORDER OF 2 JUNE 1999**

Mode officiel de citation:

*Licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. Pays-Bas),  
mesures conservatoires, ordonnance du 2 juin 1999,  
C.I.J. Recueil 1999, p. 542*

---

Official citation:

*Legality of Use of Force (Yugoslavia v. Netherlands),  
Provisional Measures, Order of 2 June 1999,  
I.C.J. Reports 1999, p. 542*

ISSN 0074-4441  
ISBN 92-1-070800-8

N° de vente: Sales number	<b>732</b>
------------------------------	------------

2 JUIN 1999  
ORDONNANCE

LICÉITÉ DE L'EMPLOI DE LA FORCE  
(YUGOSLAVIE c. PAYS-BAS)

DEMANDE EN INDICATION DE MESURES  
CONSERVATOIRES

---

LEGALITY OF USE OF FORCE  
(YUGOSLAVIA v. NETHERLANDS)

REQUEST FOR THE INDICATION OF PROVISIONAL  
MEASURES

2 JUNE 1999  
ORDER

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

ANNÉE 1999

2 juin 1999

AFFAIRE RELATIVE À LA LICÉITÉ  
DE L'EMPLOI DE LA FORCE

(YUGOSLAVIE c. PAYS-BAS)

DEMANDE EN INDICATION DE MESURES  
CONSERVATOIRES

ORDONNANCE

*Présents* : M. WEERAMANTRY, *vice-président, faisant fonction de président en l'affaire*; M. SCHWEBEL, *président de la Cour*; MM. ODA, BEDJAOUI, GUILLAUME, RANJEVA, HERCZEGH, SHI, FLEISCHHAUER, KOROMA, VERESHCHETIN, M<sup>me</sup> HIGGINS, MM. PARRA-ARANGUREN, KOOIJMANS, *juges*; M. KREČA, *juge ad hoc*; M. VALENCIA-OSPINA, *greffier*.

La Cour internationale de Justice,

Ainsi composée,

Après délibéré en chambre du conseil,

Vu les articles 41 et 48 du Statut de la Cour et les articles 73 et 74 de son Règlement,

Vu la requête déposée par la République fédérale de Yougoslavie (ci-après dénommée la « Yougoslavie ») au Greffe de la Cour le 29 avril 1999, par laquelle elle a introduit une instance contre le Royaume des Pays-Bas (ci-après dénommé les « Pays-Bas ») « pour violation de l'obligation de ne pas recourir à l'emploi de la force »,

## INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

YEAR 1999

2 June 1999

1999  
2 June  
General List  
No. 110CASE CONCERNING  
LEGALITY OF USE OF FORCE(YUGOSLAVIA *v.* NETHERLANDS)REQUEST FOR THE INDICATION OF PROVISIONAL  
MEASURES

## ORDER

*Present: Vice-President* WEERAMANTRY, *Acting President; President* SCHWEBEL; *Judges* ODA, BEDJAOU, GUILLAUME, RANJEVA, HERCZEGH, SHI, FLEISCHHAUER, KOROMA, VERESHCHETIN, HIGGINS, PARRA-ARANGUREN, KOOIJMANS; *Judge ad hoc* KREĆA; *Registrar* VALENCIA-OSPINA.

The International Court of Justice,

Composed as above,

After deliberation,

Having regard to Articles 41 and 48 of the Statute of the Court and to Articles 73 and 74 of the Rules of Court,

Having regard to the Application by the Federal Republic of Yugoslavia (hereinafter "Yugoslavia") filed in the Registry of the Court on 29 April 1999, instituting proceedings against the Kingdom of the Netherlands (hereinafter "the Netherlands") "for violation of the obligation not to use force",

*Rend l'ordonnance suivante :*

1. Considérant que, dans cette requête, la Yougoslavie définit l'objet du différend ainsi que suit :

«L'objet du différend porte sur les actes commis par le Royaume des Pays-Bas, en violation de son obligation internationale de ne pas recourir à l'emploi de la force contre un autre Etat, de l'obligation de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures d'un autre Etat, de l'obligation de ne pas porter atteinte à la souveraineté d'un autre Etat, de l'obligation de protéger les populations civiles et les biens de caractère civil en temps de guerre, de l'obligation de protéger l'environnement, de l'obligation touchant à la liberté de navigation sur les cours d'eau internationaux, de l'obligation concernant les droits et libertés fondamentaux de la personne humaine, de l'obligation de ne pas utiliser des armes interdites, de l'obligation de ne pas soumettre intentionnellement un groupe national à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique»;

2. Considérant que, dans ladite requête, la Yougoslavie, pour fonder la compétence de la Cour, invoque le paragraphe 2 de l'article 36 du Statut de la Cour et l'article IX de la convention pour la répression du crime de génocide, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 9 décembre 1948 (ci-après dénommée la «convention sur le génocide»);

3. Considérant que, dans sa requête, la Yougoslavie expose que les demandes qu'elle soumet à la Cour sont fondées sur les faits ci-après :

«Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas, conjointement avec les gouvernements d'autres Etats membres de l'OTAN, a recouru à l'emploi de la force contre la République fédérale de Yougoslavie en prenant part au bombardement de cibles dans la République fédérale de Yougoslavie. Lors des bombardements de la République fédérale de Yougoslavie, des cibles militaires et civiles ont été attaquées. Un grand nombre de personnes ont été tuées, dont de très nombreux civils. Des immeubles d'habitation ont subi des attaques. Un grand nombre d'habitations ont été détruites. D'énormes dégâts ont été causés à des écoles, des hôpitaux, des stations de radiodiffusion et de télévision, des structures culturelles et sanitaires, ainsi qu'à des lieux de culte. Nombre de ponts, routes et voies de chemin de fer ont été détruits. Les attaques contre des raffineries de pétrole et des usines chimiques ont eu de graves effets dommageables pour l'environnement de villes et de villages de la République fédérale de Yougoslavie. L'emploi d'armes contenant de l'uranium appauvri a de lourdes conséquences pour la vie humaine. Les actes susmentionnés ont pour effet de soumettre intentionnellement un groupe ethnique à des conditions devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle. Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas prend part à l'entraînement, à l'armement, au financement, à l'équipement et à l'approvisionnement de la prétendue «armée de libération du Kosovo»;

*Makes the following Order:*

1. Whereas in that Application Yugoslavia defines the subject of the dispute as follows:

“The subject-matter of the dispute are acts of the Kingdom of the Netherlands by which it has violated its international obligation banning the use of force against another State, the obligation not to intervene in the internal affairs of another State, the obligation not to violate the sovereignty of another State, the obligation to protect the civilian population and civilian objects in wartime, the obligation to protect the environment, the obligation relating to free navigation on international rivers, the obligation regarding fundamental human rights and freedoms, the obligation not to use prohibited weapons, the obligation not to deliberately inflict conditions of life calculated to cause the physical destruction of a national group”;

2. Whereas in the said Application Yugoslavia refers, as a basis for the jurisdiction of the Court, to Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Court and to Article IX of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide, adopted by the General Assembly of the United Nations on 9 December 1948 (hereinafter the “Genocide Convention”);

3. Whereas in its Application Yugoslavia states that the claims submitted by it to the Court are based upon the following facts:

“The Government of the Kingdom of the Netherlands, together with the Governments of other Member States of NATO, took part in the acts of use of force against the Federal Republic of Yugoslavia by taking part in bombing targets in the Federal Republic of Yugoslavia. In bombing the Federal Republic of Yugoslavia military and civilian targets were attacked. Great number of people were killed, including a great many civilians. Residential houses came under attack. Numerous dwellings were destroyed. Enormous damage was caused to schools, hospitals, radio and television stations, cultural and health institutions and to places of worship. A large number of bridges, roads and railway lines were destroyed. Attacks on oil refineries and chemical plants have had serious environmental effects on cities, towns and villages in the Federal Republic of Yugoslavia. The use of weapons containing depleted uranium is having far-reaching consequences for human life. The above-mentioned acts are deliberately creating conditions calculated at the physical destruction of an ethnic group, in whole or in part. The Government of the Kingdom of the Netherlands is taking part in the training, arming, financing, equipping and supplying the so-called ‘Kosovo Liberation Army’”;

et considérant qu'elle indique en outre que lesdites demandes reposent sur les fondements juridiques suivants :

« Les actes susmentionnés du Gouvernement néerlandais constituent une violation flagrante de l'obligation de ne pas recourir à l'emploi de la force contre un autre Etat. En finançant, armant, entraînant et équipant la prétendue « armée de libération du Kosovo », le Gouvernement néerlandais apporte un appui à des groupes terroristes et au mouvement sécessionniste sur le territoire de la République fédérale de Yougoslavie, en violation de l'obligation de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures d'un autre Etat. De surcroît, les dispositions de la convention de Genève de 1949 et du protocole additionnel n° 1 de 1977 relatives à la protection des civils et des biens de caractère civil en temps de guerre ont été violées. Il y a eu aussi violation de l'obligation de protéger l'environnement. La destruction de ponts sur le Danube enfreint les dispositions de l'article 1 de la convention de 1948 relative à la liberté de navigation sur le Danube. Les dispositions du pacte international relatif aux droits civils et politiques et du pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de 1966 ont elles aussi été violées. En outre, l'obligation énoncée dans la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide de ne pas soumettre intentionnellement un groupe national à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique a été violée. De plus, les activités auxquelles le Royaume des Pays-Bas prend part sont contraires au paragraphe 1 de l'article 53 de la Charte des Nations Unies » ;

4. Considérant que les demandes de la Yougoslavie sont ainsi formulées dans la requête :

« Le Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie prie la Cour internationale de Justice de dire et juger :

- qu'en prenant part aux bombardements du territoire de la République fédérale de Yougoslavie, le Royaume des Pays-Bas a agi contre la République fédérale de Yougoslavie, en violation de son obligation de ne pas recourir à l'emploi de la force contre un autre Etat ;
- qu'en prenant part à l'entraînement, à l'armement, au financement, à l'équipement et à l'approvisionnement de groupes terroristes, à savoir la prétendue « armée de libération du Kosovo », le Royaume des Pays-Bas a agi contre la République fédérale de Yougoslavie, en violation de son obligation de ne pas s'immiscer dans les affaires d'un autre Etat ;
- qu'en prenant part à des attaques contre des cibles civiles, le Royaume des Pays-Bas a agi contre la République fédérale de Yougoslavie, en violation de son obligation d'épargner la population civile, les civils et les biens de caractère civil ;

and whereas it further states that the said claims are based on the following legal grounds:

“The above acts of the Netherlands Government represent a gross violation of the obligation not to use force against another State. By financing, arming, training and equipping the so-called ‘Kosovo Liberation Army’, support is given to terrorist groups and the secessionist movement in the territory of the Federal Republic of Yugoslavia in breach of the obligation not to intervene in the internal affairs of another State. In addition, the provisions of the Geneva Convention of 1949 and of the Additional Protocol No. 1 of 1977 on the protection of civilians and civilian objects in time of war have been violated. The obligation to protect the environment has also been breached. The destruction of bridges on the Danube is in contravention of the provisions of Article 1 of the 1948 Convention on free navigation on the Danube. The provisions of the International Covenant on Civil and Political Rights and of the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights of 1966 have also been breached. Furthermore, the obligation contained in the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide not to impose deliberately on a national group conditions of life calculated to bring about the physical destruction of the group has been breached. Furthermore, the activities in which the Kingdom of the Netherlands is taking part are contrary to Article 53, paragraph 1, of the Charter of the United Nations”;

4. Whereas the claims of Yugoslavia are formulated as follows in the Application:

“The Government of the Federal Republic of Yugoslavia requests the International Court of Justice to adjudge and declare:

- by taking part in the bombing of the territory of the Federal Republic of Yugoslavia, the Kingdom of the Netherlands has acted against the Federal Republic of Yugoslavia in breach of its obligation not to use force against another State;
- by taking part in the training, arming, financing, equipping and supplying terrorist groups, i.e. the so-called ‘Kosovo Liberation Army’, the Kingdom of the Netherlands has acted against the Federal Republic of Yugoslavia in breach of its obligation not to intervene in the affairs of another State;
- by taking part in attacks on civilian targets, the Kingdom of the Netherlands has acted against the Federal Republic of Yugoslavia in breach of its obligation to spare the civilian population, civilians and civilian objects;

- qu'en prenant part à la destruction ou à l'endommagement de monastères, d'édifices culturels, le Royaume des Pays-Bas a agi contre la République fédérale de Yougoslavie, en violation de son obligation de ne pas commettre d'actes d'hostilité dirigés contre des monuments historiques, des œuvres d'art ou des lieux de culte constituant le patrimoine culturel ou spirituel d'un peuple;
- qu'en prenant part à l'utilisation de bombes en grappe, le Royaume des Pays-Bas a agi contre la République fédérale de Yougoslavie, en violation de son obligation de ne pas utiliser des armes interdites, c'est-à-dire des armes de nature à causer des maux superflus;
- qu'en prenant part aux bombardements de raffineries de pétrole et d'usines chimiques, le Royaume des Pays-Bas a agi contre la République fédérale de Yougoslavie, en violation de son obligation de ne pas causer de dommages substantiels à l'environnement;
- qu'en recourant à l'utilisation d'armes contenant de l'uranium appauvri, le Royaume des Pays-Bas a agi contre la République fédérale de Yougoslavie, en violation de son obligation de ne pas utiliser des armes interdites et de ne pas causer de dommages de grande ampleur à la santé et à l'environnement;
- qu'en prenant part au meurtre de civils, à la destruction d'entreprises, de moyens de communication et de structures sanitaires et culturelles, le Royaume des Pays-Bas a agi contre la République fédérale de Yougoslavie, en violation de son obligation de respecter le droit à la vie, le droit au travail, le droit à l'information, le droit aux soins de santé ainsi que d'autres droits fondamentaux de la personne humaine;
- qu'en prenant part à la destruction de ponts situés sur des cours d'eau internationaux, le Royaume des Pays-Bas a agi contre la République fédérale de Yougoslavie, en violation de son obligation de respecter la liberté de navigation sur les cours d'eau internationaux;
- qu'en prenant part aux activités énumérées ci-dessus et en particulier en causant des dommages énormes à l'environnement et en utilisant de l'uranium appauvri, le Royaume des Pays-Bas a agi contre la République fédérale de Yougoslavie, en violation de son obligation de ne pas soumettre intentionnellement un groupe national à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;
- que le Royaume des Pays-Bas porte la responsabilité de la violation des obligations internationales susmentionnées;
- que le Royaume des Pays-Bas est tenu de mettre fin immédiatement à la violation des obligations susmentionnées à l'égard de la République fédérale de Yougoslavie;
- que le Royaume des Pays-Bas doit réparation pour les préjudices

- by taking part in destroying or damaging monasteries, monuments of culture, the Kingdom of the Netherlands has acted against the Federal Republic of Yugoslavia in breach of its obligation not to commit any act of hostility directed against historical monuments, works of art or places of worship which constitute cultural or spiritual heritage of people;
- by taking part in the use of cluster bombs, the Kingdom of the Netherlands has acted against the Federal Republic of Yugoslavia in breach of its obligation not to use prohibited weapons, i.e. weapons calculated to cause unnecessary suffering;
- by taking part in the bombing of oil refineries and chemical plants, the Kingdom of the Netherlands has acted against the Federal Republic of Yugoslavia in breach of its obligation not to cause considerable environmental damage;
- by taking part in the use of weapons containing depleted uranium, the Kingdom of the Netherlands has acted against the Federal Republic of Yugoslavia in breach of its obligation not to use prohibited weapons and not to cause far-reaching health and environmental damage;
- by taking part in killing civilians, destroying enterprises, communications, health and cultural institutions, the Kingdom of the Netherlands has acted against the Federal Republic of Yugoslavia in breach of its obligation to respect the right to life, the right to work, the right to information, the right to health care as well as other basic human rights;
- by taking part in destroying bridges on international rivers, the Kingdom of the Netherlands has acted against the Federal Republic of Yugoslavia in breach of its obligation to respect freedom of navigation on international rivers;
- by taking part in activities listed above, and in particular by causing enormous environmental damage and by using depleted uranium, the Kingdom of the Netherlands has acted against the Federal Republic of Yugoslavia in breach of its obligation not to deliberately inflict on a national group conditions of life calculated to bring about its physical destruction, in whole or in part;
- the Kingdom of the Netherlands is responsible for the violation of the above international obligations;
- the Kingdom of the Netherlands is obliged to stop immediately the violation of the above obligations vis-à-vis the Federal Republic of Yugoslavia;
- the Kingdom of the Netherlands is obliged to provide compensa-

causés à la République fédérale de Yougoslavie ainsi qu'à ses citoyens et personnes morales»;

et considérant qu'au terme de sa requête la Yougoslavie se réserve le droit de modifier et de compléter celle-ci;

5. Considérant que, le 29 avril 1999, immédiatement après le dépôt de sa requête, la Yougoslavie a en outre présenté une demande en indication de mesures conservatoires invoquant l'article 73 du Règlement de la Cour; et que la demande était accompagnée d'un volume d'annexes photographiques produites à titre de «preuves»;

6. Considérant que, à l'appui de sa demande en indication de mesures conservatoires, la Yougoslavie soutient notamment que, depuis le début des bombardements contre son territoire, et du fait de ceux-ci, environ mille civils, dont dix-neuf enfants, ont été tués et plus de quatre mille cinq cents grièvement blessés; que la vie de trois millions d'enfants est menacée; que des centaines de milliers de personnes ont été exposées à des gaz toxiques; qu'environ un million de personnes sont privées d'approvisionnement en eau; qu'environ cinq cent mille travailleurs ont perdu leur emploi; que deux millions de personnes sont sans ressources et dans l'impossibilité de se procurer le minimum vital; et que les réseaux routier et ferroviaire ont subi d'importants dégâts; considérant que, dans sa demande en indication de mesures conservatoires, la Yougoslavie énumère par ailleurs les cibles qui auraient été visées par les attaques aériennes et décrit en détail les dommages qui leur auraient été infligés (ponts, gares et lignes de chemins de fer, réseau routier et moyens de transport, aéroports, commerce et industrie, raffineries et entrepôts de matières premières liquides et de produits chimiques, agriculture, hôpitaux et centres médicaux, écoles, édifices publics et habitations, infrastructures, télécommunications, monuments historiques et culturels et édifices religieux); et considérant que la Yougoslavie en conclut ce qui suit:

«Les actes décrits ci-dessus ont causé des morts ainsi que des atteintes à l'intégrité physique et mentale de la population de la République fédérale de Yougoslavie, de très importants dégâts, une forte pollution de l'environnement, de sorte que la population yougoslave se trouve soumise intentionnellement à des conditions d'existence devant entraîner la destruction physique totale ou partielle de ce groupe»;

7. Considérant que, au terme de sa demande en indication de mesures conservatoires, la Yougoslavie précise que

«Si les mesures demandées ne sont pas adoptées, il y aura de nouvelles pertes en vies humaines, de nouvelles atteintes à l'intégrité physique et mentale de la population de la République fédérale de Yougoslavie, d'autres destructions de cibles civiles, une forte pollution de l'environnement et la poursuite de la destruction physique de la population de Yougoslavie»;

tion for the damage done to the Federal Republic of Yugoslavia and to its citizens and juridical persons”;

and whereas, at the end of its Application, Yugoslavia reserves the right to amend and supplement it;

5. Whereas on 29 April 1999, immediately after filing its Application, Yugoslavia also submitted a request for the indication of provisional measures pursuant to Article 73 of the Rules of Court; and whereas that request was accompanied by a volume of photographic annexes produced as “evidence”;

6. Whereas, in support of its request for the indication of provisional measures, Yugoslavia contends *inter alia* that, since the onset of the bombing of its territory, and as a result thereof, about 1,000 civilians, including 19 children, have been killed and more than 4,500 have sustained serious injuries; that the lives of three million children are endangered; that hundreds of thousands of citizens have been exposed to poisonous gases; that about one million citizens are short of water supply; that about 500,000 workers have become jobless; that two million citizens have no means of livelihood and are unable to ensure minimum means of sustenance; and that the road and railway network has suffered extensive destruction; whereas, in its request for the indication of provisional measures, Yugoslavia also lists the targets alleged to have come under attack in the air strikes and describes in detail the damage alleged to have been inflicted upon them (bridges, railway lines and stations, roads and means of transport, airports, industry and trade, refineries and warehouses storing liquid raw materials and chemicals, agriculture, hospitals and health care centres, schools, public buildings and housing facilities, infrastructure, telecommunications, cultural-historical monuments and religious shrines); and whereas Yugoslavia concludes from this that:

“The acts described above caused death, physical and mental harm to the population of the Federal Republic of Yugoslavia; huge devastation; heavy pollution of the environment, so that the Yugoslav population is deliberately imposed conditions of life calculated to bring about physical destruction of the group, in whole or in part”;

7. Whereas, at the end of its request for the indication of provisional measures, Yugoslavia states that

“If the proposed measure were not to be adopted, there will be new losses of human life, further physical and mental harm inflicted on the population of the FR of Yugoslavia, further destruction of civilian targets, heavy environmental pollution and further physical destruction of the people of Yugoslavia”;

et considérant que, tout en se réservant le droit de modifier et de compléter sa demande, elle prie la Cour d'indiquer la mesure suivante:

«Le Royaume des Pays-Bas doit cesser immédiatement de recourir à l'emploi de la force et doit s'abstenir de tout acte constituant une menace de recours ou un recours à l'emploi de la force contre la République fédérale de Yougoslavie»;

8. Considérant que la demande en indication de mesures conservatoires était accompagnée d'une lettre de l'agent de la Yougoslavie, adressée au président et aux membres de la Cour, qui était ainsi libellée:

«J'ai l'honneur d'appeler l'attention de la Cour sur le dernier bombardement qui a frappé le centre de la ville de Surdulica le 27 avril 1999 à midi et entraîné la mort de civils, pour la plupart des enfants et des femmes, et de vous rappeler les morts de Kursumlija, Aleksinac et Cuprija, ainsi que le bombardement d'un convoi de réfugiés et de l'immeuble abritant la radio et la télévision serbes, pour ne citer que quelques exemples des atrocités que chacun connaît. Je tiens en conséquence à prévenir la Cour qu'il est fort probable qu'il y aura encore d'autres victimes civiles et militaires.

Considérant le pouvoir conféré à la Cour aux termes du paragraphe 1 de l'article 75 de son Règlement, et compte tenu de l'extrême urgence de la situation née des circonstances décrites dans les demandes en indication de mesures conservatoires, je prie la Cour de bien vouloir se prononcer d'office sur les demandes présentées ou de fixer une date pour la tenue d'une audience dans les meilleurs délais»;

9. Considérant que, le 29 avril 1999, date à laquelle la requête et la demande en indication de mesures conservatoires ont été déposées au Greffe, le greffier a fait tenir au Gouvernement néerlandais des copies signées de la requête et de la demande, conformément au paragraphe 4 de l'article 38 et au paragraphe 2 de l'article 73 du Règlement de la Cour; et qu'il a également fait tenir audit gouvernement une copie des documents qui accompagnaient la requête et la demande en indication de mesures conservatoires;

10. Considérant que, le 29 avril 1999, le greffier a avisé les Parties que la Cour avait décidé, conformément au paragraphe 3 de l'article 74 de son Règlement, de tenir audience les 10 et 11 mai 1999 aux fins de les entendre en leurs observations sur la demande en indication de mesures conservatoires;

11. Considérant qu'en attendant que la communication prévue au paragraphe 3 de l'article 40 du Statut et à l'article 42 du Règlement de la Cour ait été effectuée par transmission du texte bilingue imprimé de la requête aux Membres des Nations Unies et aux autres Etats admis à ester devant la Cour, le greffier a, le 29 avril 1999, informé ces Etats du dépôt de la requête et de son objet, ainsi que du dépôt de la demande en indication de mesures conservatoires;

12. Considérant que, la Cour ne comptant pas sur le siège de juge de

and whereas, while reserving the right to amend and supplement its request, Yugoslavia requests the Court to indicate the following measure:

“The Kingdom of the Netherlands shall cease immediately its acts of use of force and shall refrain from any act of threat or use of force against the Federal Republic of Yugoslavia”;

8. Whereas the request for the indication of provisional measures was accompanied by a letter from the Agent of Yugoslavia, addressed to the President and Members of the Court, which read as follows:

“I have the honour to bring to the attention of the Court the latest bombing of the central area of the town of Surdulica on 27 April 1999 at noon resulting in losses of lives of civilians, most of whom were children and women, and to remind of killings of peoples in Kursumlija, Aleksinac and Cuprija, as well as bombing of a refugee convoy and the Radio and Television of Serbia, just to mention some of the well-known atrocities. Therefore, I would like to caution the Court that there is a highest probability of further civilian and military casualties.

Considering the power conferred upon the Court by Article 75, paragraph 1, of the Rules of Court and having in mind the greatest urgency caused by the circumstances described in the Requests for provisional measure of protection I kindly ask the Court to decide on the submitted Requests *proprio motu* or to fix a date for a hearing at earliest possible time”;

9. Whereas on 29 April 1999, the day on which the Application and the request for the indication of provisional measures were filed in the Registry, the Registrar sent to the Netherlands Government signed copies of the Application and of the request, in accordance with Article 38, paragraph 4, and Article 73, paragraph 2, of the Rules of Court; and whereas he also sent to that Government copies of the documents accompanying the Application and the request for the indication of provisional measures;

10. Whereas on 29 April 1999 the Registrar informed the Parties that the Court had decided, pursuant to Article 74, paragraph 3, of the Rules of Court, to hold hearings on 10 and 11 May 1999, where they would be able to present their observations on the request for the indication of provisional measures;

11. Whereas, pending the notification under Article 40, paragraph 3, of the Statute and Article 42 of the Rules of Court, by transmittal of the printed bilingual text of the Application to the Members of the United Nations and other States entitled to appear before the Court, the Registrar on 29 April 1999 informed those States of the filing of the Application and of its subject-matter, and of the filing of the request for the indication of provisional measures;

12. Whereas, since the Court includes upon the bench no judge of

nationalité yougoslave, le Gouvernement yougoslave a invoqué les dispositions de l'article 31 du Statut de la Cour et a désigné M. Milenko Kreća pour siéger en qualité de juge *ad hoc* en l'affaire; et qu'aucune objection à cette désignation n'a été soulevée dans le délai fixé à cet effet en vertu du paragraphe 3 de l'article 35 du Règlement de la Cour;

13. Considérant que, aux audiences publiques qui ont été tenues entre le 10 et le 12 mai 1999, des observations orales sur la demande en indication de mesures conservatoires ont été présentées:

*au nom de la Yougoslavie:*

par M. Rodoljub Etinski, *agent*,  
M. Ian Brownlie,  
M. Paul J. I. M. de Waart,  
M. Eric Suy,  
M. Miodrag Mitić,  
M. Olivier Corten;

*au nom des Pays-Bas:*

par M. Johan Lammers, *agent*;

14. Considérant que, par lettre du 12 mai 1999, l'agent de la Yougoslavie a soumis à la Cour un «complément à la requête» de son Gouvernement, qui était ainsi libellé:

«Faisant usage du droit que la République fédérale de Yougoslavie s'est réservé dans la requête déposée le 29 avril 1999 devant la Cour internationale de Justice contre le Royaume des Pays-Bas, pour violation de l'obligation de ne pas recourir à l'emploi de la force, je complète la partie de la requête ayant trait aux fondements de la compétence de la Cour, qui doit maintenant se lire comme suit:

«Le Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie invoque le paragraphe 2 de l'article 36 du Statut de la Cour internationale de Justice ainsi que l'article IX de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide et l'article 4 du traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation entre le Royaume de Yougoslavie et les Pays-Bas, signé à La Haye le 11 mars 1931 et en vigueur depuis le 2 avril 1932»»;

considérant que, à l'ouverture de l'audience du 12 mai 1999 (après-midi), le vice-président de la Cour, faisant fonction de président, a indiqué ce qui suit:

«Eu égard aux nouvelles bases de compétence invoquées aujourd'hui par la Yougoslavie ... la Cour informe les Parties qu'elle prendra en considération toutes observations que ... les Pays-Bas voudraient faire concernant la recevabilité des moyens supplémentaires invoqués»;

et considérant que, à l'audience du 12 mai 1999 (après-midi), les Pays-Bas ont formulé diverses observations quant à la recevabilité du «complé-

Yugoslav nationality, the Yugoslav Government has availed itself of the provisions of Article 31 of the Statute of the Court to choose Mr. Milenko Kreća to sit as judge *ad hoc* in the case; and whereas no objection to that choice was raised within the time-limit fixed for the purpose pursuant to Article 35, paragraph 3, of the Rules of Court:

13. Whereas, at the public hearings held between 10 and 12 May 1999, oral observations on the request for the indication of provisional measures were presented by the Parties:

*On behalf of Yugoslavia:*

Mr. Rodoljub Etinski, *Agent*,  
 Mr. Ian Brownlie,  
 Mr. Paul J. I. M. de Waart,  
 Mr. Eric Suy,  
 Mr. Miodrag Mitić,  
 Mr. Olivier Corten;

*On behalf of the Netherlands:*

Mr. Johan Lammers, *Agent*,

14. Whereas, by letter of 12 May 1999, the Agent of Yugoslavia submitted to the Court a "Supplement to the Application" of his Government, which read as follows:

"Using the right reserved by the Application of the Federal Republic of Yugoslavia against the Kingdom of the Netherlands for violation of the obligation not to use force, filed to the International Court of Justice on 29 April 1999, I supplement its part related to the grounds of jurisdiction of the Court, which should now read as follows:

"The Government of the Federal Republic of Yugoslavia invokes Article 36, paragraph 2, of the Statute of the International Court of Justice as well as Article IX of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide and Article 4 of the Treaty of Judicial Settlement, Arbitration and Conciliation between the Kingdom of Yugoslavia and the Netherlands, signed at The Hague on 11 March 1931 and in force since 2 April 1932";

whereas, at the start of the afternoon session of the hearing of 12 May 1999, the Vice-President of the Court, acting President, made the following statement:

"In the light of the new bases of jurisdiction invoked today by Yugoslavia . . . the Court wishes to inform the Parties that it will give its consideration to any observations of the Netherlands . . . in regard to the admissibility of the additional grounds invoked";

and whereas at the said afternoon session of 12 May 1999 the Netherlands made various observations on the admissibility of the Yugoslav

ment à la requête» yougoslave, ainsi qu'à la nouvelle base de juridiction y invoquée;

15. Considérant que, dans cette phase de la procédure, les Parties ont présenté les conclusions suivantes:

*au nom de la Yougoslavie:*

«[L]a Cour [est priée] d'indiquer la mesure conservatoire suivante:

[L]e Royaume des Pays-Bas ... doi[t] cesser immédiatement de recourir à l'emploi de la force et doi[t] s'abstenir de tout acte constituant une menace de recours ou un recours à l'emploi de la force contre la République fédérale de Yougoslavie»;

*au nom des Pays-Bas:*

«Les Pays-Bas [prient] la Cour [de] rejeter la demande en indication de mesure conservatoire présentée par la République fédérale de Yougoslavie»;

\* \* \*

16. Considérant que la Cour est profondément préoccupée par le drame humain, les pertes en vies humaines et les terribles souffrances que connaît le Kosovo et qui constituent la toile de fond du présent différend, ainsi que par les victimes et les souffrances humaines que l'on déplore de façon continue dans l'ensemble de la Yougoslavie;

17. Considérant que la Cour est fortement préoccupée par l'emploi de la force en Yougoslavie; que, dans les circonstances actuelles, cet emploi soulève des problèmes très graves de droit international;

18. Considérant que la Cour garde présents à l'esprit les buts et les principes de la Charte des Nations Unies, ainsi que les responsabilités qui lui incombent, en vertu de ladite Charte et du Statut de la Cour, dans le maintien de la paix et de la sécurité;

19. Considérant que la Cour estime nécessaire de souligner que toutes les parties qui se présentent devant elle doivent agir conformément à leurs obligations en vertu de la Charte des Nations Unies et des autres règles du droit international, y compris du droit humanitaire;

\* \* \*

20. Considérant qu'en vertu de son Statut la Cour n'a pas automatiquement compétence pour connaître des différends juridiques entre les Etats parties audit Statut ou entre les autres Etats qui ont été admis à ester devant elle; que la Cour a déclaré à maintes reprises «que l'un des principes fondamentaux de son Statut est qu'elle ne peut trancher un différend entre des Etats sans que ceux-ci aient consenti à sa juridiction» (*Timor oriental (Portugal c. Australie)*, arrêt, C.I.J. Recueil 1995, p. 101, par. 26); et que la Cour ne peut donc exercer sa compétence à l'égard

“Supplement to the Application”, and on the new basis of jurisdiction invoked therein;

15. Whereas, in this phase of the proceedings, the Parties presented the following submissions:

*On behalf of Yugoslavia:*

“[T]he Court [is asked] to indicate the following provisional measure:

[T]he Kingdom of the Netherlands . . . shall cease immediately the acts of use of force and shall refrain from any act of threat or use of force against the Federal Republic of Yugoslavia”;

*On behalf of the Netherlands:*

“The Netherlands [requests] the Court [to] deny the request for the indication of a provisional measure made by the Federal Republic of Yugoslavia”;

\* \* \*

16. Whereas the Court is deeply concerned with the human tragedy, the loss of life, and the enormous suffering in Kosovo which form the background of the present dispute, and with the continuing loss of life and human suffering in all parts of Yugoslavia;

17. Whereas the Court is profoundly concerned with the use of force in Yugoslavia; whereas under the present circumstances such use raises very serious issues of international law;

18. Whereas the Court is mindful of the purposes and principles of the United Nations Charter and of its own responsibilities in the maintenance of peace and security under the Charter and the Statute of the Court;

19. Whereas the Court deems it necessary to emphasize that all parties appearing before it must act in conformity with their obligations under the United Nations Charter and other rules of international law, including humanitarian law;

\* \* \*

20. Whereas the Court, under its Statute, does not automatically have jurisdiction over legal disputes between States parties to that Statute or between other States to whom access to the Court has been granted; whereas the Court has repeatedly stated “that one of the fundamental principles of its Statute is that it cannot decide a dispute between States without the consent of those States to its jurisdiction” (*East Timor (Portugal v. Australia)*, *Judgment*, *I.C.J. Reports 1995*, p. 101, para. 26); and whereas the Court can therefore exercise jurisdiction only between States

d'Etats parties à un différend que si ces derniers ont non seulement accès à la Cour, mais ont en outre accepté sa compétence, soit d'une manière générale, soit pour le différend particulier dont il s'agit;

21. Considérant que, en présence d'une demande en indication de mesures conservatoires, point n'est besoin pour la Cour, avant de décider d'indiquer ou non de telles mesures, de s'assurer de manière définitive qu'elle a compétence quant au fond de l'affaire, mais qu'elle ne peut indiquer ces mesures que si les dispositions invoquées par le demandeur semblent *prima facie* constituer une base sur laquelle la compétence de la Cour pourrait être fondée;

\* \*

22. Considérant que la Yougoslavie, dans sa requête, prétend en premier lieu fonder la compétence de la Cour sur le paragraphe 2 de l'article 36 du Statut; que chacune des deux Parties a fait une déclaration reconnaissant la juridiction obligatoire de la Cour en vertu de cette disposition; et que la déclaration de la Yougoslavie a été déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies le 26 avril 1999, et celle des Pays-Bas le 1<sup>er</sup> août 1956;

23. Considérant que la déclaration de la Yougoslavie est ainsi conçue:

[Traduction du Greffe]

«Je déclare par la présente que le Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie, conformément au paragraphe 2 de l'article 36 du Statut de la Cour internationale de Justice, reconnaît comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, à l'égard de tout autre Etat acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour pour tous les différends, surgissant ou pouvant surgir après la signature de la présente déclaration, qui ont trait à des situations ou à des faits postérieurs à ladite signature, à l'exception des affaires pour lesquelles les parties ont convenu ou conviendront d'avoir recours à une autre procédure ou à une autre méthode de règlement pacifique. La présente déclaration ne s'applique pas aux différends relatifs à des questions qui, en vertu du droit international, relèvent exclusivement de la compétence de la République fédérale de Yougoslavie, ni aux différends territoriaux.

L'obligation susmentionnée n'est acceptée que pour une période qui durera jusqu'à notification de l'intention d'y mettre fin»;

et que la déclaration des Pays-Bas se lit comme suit:

«Je déclare que le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas reconnaît à partir du 6 août 1956, conformément à l'article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour internationale de Justice, comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout Etat acceptant la même obligation, c'est-à-dire à condition de réciprocité, la juridiction de ladite Cour sur tous les différends nés ou à naître après le 5 août 1921, à l'exception de ceux à propos des-

parties to a dispute who not only have access to the Court but also have accepted the jurisdiction of the Court, either in general form or for the individual dispute concerned;

21. Whereas on a request for provisional measures the Court need not, before deciding whether or not to indicate them, finally satisfy itself that it has jurisdiction on the merits of the case, yet it ought not to indicate such measures unless the provisions invoked by the applicant appear, *prima facie*, to afford a basis on which the jurisdiction of the Court might be established;

\* \*

22. Whereas in its Application Yugoslavia claims, in the first place, to found the jurisdiction of the Court upon Article 36, paragraph 2, of the Statute; whereas each of the two Parties has made a declaration recognizing the compulsory jurisdiction of the Court pursuant to that provision; and whereas Yugoslavia's declaration was deposited with the Secretary-General of the United Nations on 26 April 1999, and that of the Netherlands on 1 August 1956;

23. Whereas Yugoslavia's declaration is formulated as follows:

"I hereby declare that the Government of the Federal Republic of Yugoslavia recognizes, in accordance with Article 36, paragraph 2, of the Statute of the International Court of Justice, as compulsory *ipso facto* and without special agreement, in relation to any other State accepting the same obligation, that is on condition of reciprocity, the jurisdiction of the said Court in all disputes arising or which may arise after the signature of the present Declaration, with regard to the situations or facts subsequent to this signature, except in cases where the parties have agreed or shall agree to have recourse to another procedure or to another method of pacific settlement. The present Declaration does not apply to disputes relating to questions which, under international law, fall exclusively within the jurisdiction of the Federal Republic of Yugoslavia, as well as to territorial disputes.

The aforesaid obligation is accepted until such time as notice may be given to terminate the acceptance";

and whereas the declaration of the Netherlands reads as follows:

"I hereby declare that the Government of the Kingdom of the Netherlands recognizes, in accordance with Article 36, paragraph 2, of the Statute of the International Court of Justice, with effect from 6 August 1956, as compulsory *ipso facto* and without special agreement, in relation to any other State accepting the same obligation, that is on condition of reciprocity, the jurisdiction of the said Court in all disputes arising or which may arise after 5 August 1921, with

quels les parties, en excluant la juridiction de la Cour internationale de Justice, seraient convenues d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.

L'obligation susmentionnée est acceptée pour une période de cinq ans et sera renouvelée par tacite reconduction pour de nouvelles périodes d'une même durée, à moins qu'il ne soit communiqué, au plus tard six mois avant l'expiration d'une période, que le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas ne désire pas le renouvellement.

L'acceptation de la juridiction de la Cour telle qu'elle est fondée sur la déclaration du 5 août 1946 est abrogée à partir du 6 août 1956»;

24. Considérant que les Pays-Bas font valoir que la Cour n'a pas compétence en l'espèce sur la base du paragraphe 2 de l'article 36 du Statut; qu'ils observent que la déclaration de la Yougoslavie limite *ratione temporis* son acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour aux «différends surgissant ou pouvant surgir après la signature de la présente déclaration, qui ont trait à des situations ou à des faits postérieurs à ladite signature»; et qu'ils soutiennent que le différend entre la Yougoslavie et les Pays-Bas a manifestement surgi avant la date de la signature de la déclaration yougoslave et n'entre par conséquent pas dans le champ de la compétence de la Cour;

25. Considérant que, selon la Yougoslavie, «le problème posé ici à la Cour est d'interpréter une déclaration unilatérale d'acceptation de sa juridiction, et donc de dégager le sens de cette déclaration sur la base de l'intention de son auteur»; considérant que la Yougoslavie soutient que le texte de sa déclaration «permet de prendre en compte tous les différends qui ont effectivement surgi postérieurement au 25 avril 1999»; que, se référant à des bombardements effectués par les Etats membres de l'OTAN les 28 avril, 1<sup>er</sup> mai, 7 mai et 8 mai 1999, la Yougoslavie fait valoir que, «[d]ans chacun de ces cas, qui ne sont que des exemples parmi d'autres», elle a «dénoncé les violations flagrantes du droit international dont elle estime avoir été la victime» et les «Etats membres de l'OTAN ont nié avoir violé une quelconque obligation de droit international»; que la Yougoslavie affirme que «chacun de ces événements a donc donné lieu à un «désaccord sur un point de droit ou de fait», désaccord dont ... les termes dépendent à chaque fois des spécificités de l'attaque» concernée; qu'elle en déduit que, ces événements constituant des «délits instantanés», il existe «quantité de différends distincts qui ont surgi» entre les Parties «après le 25 avril concernant des événements postérieurs à cette date»; et qu'elle en conclut qu'«il n'existe aucune raison d'écarter, *prima facie*, la compétence de la Cour pour traiter des différends effectivement survenus après le 25 avril, conformément au texte ... de la déclaration»; et considérant que la Yougoslavie ajoute qu'exclure ces différends de la juridiction de la Cour «serait en totale contradiction avec l'intention manifeste et claire de la Yougoslavie» de confier à la Cour le règlement desdits différends;

the exception of disputes in respect of which the parties, excluding the jurisdiction of the International Court of Justice, may have agreed to have recourse to some other method of pacific settlement.

The aforesaid obligation is accepted for a period of five years and will be renewed by tacit agreement for additional periods of five years, unless notice is given, not less than six months before the expiry of any such period, that the Government of the Kingdom of the Netherlands does not wish to renew it.

The acceptance of the jurisdiction of the Court founded on the declaration of 5 August 1946 is terminated with effect from 6 August 1956”.

24. Whereas the Netherlands contends that the Court lacks jurisdiction in the case on the basis of Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Court; whereas it points out that Yugoslavia’s declaration limits *ratione temporis* its acceptance of the compulsory jurisdiction of the Court to “disputes arising or which may arise after the signature of the present Declaration, with regard to the situations or facts subsequent to this signature”; and whereas the Netherlands maintains that the dispute between Yugoslavia and the Netherlands clearly arose before the date of signature of the Yugoslav declaration and therefore falls outside the scope of the jurisdiction of the Court;

25. Whereas, according to Yugoslavia, “[t]he issue before the Court is that of interpreting a unilateral declaration of acceptance of its jurisdiction, and thus of ascertaining the meaning of the declaration on the basis of the intention of its author”; whereas Yugoslavia contends that the text of its declaration “allows all disputes effectively arising after 25 April 1999 to be taken into account”; whereas, referring to bombing attacks carried out by NATO member States on 28 April, 1 May, 7 May and 8 May 1999, Yugoslavia states that, “[i]n each of these cases, which are only examples, [it] denounced the flagrant violations of international law of which it considered itself to have been the victim”, and the “NATO member States denied having violated any obligation under international law”; whereas Yugoslavia asserts that “each of these events therefore gave rise to ‘a disagreement on a point of law or fact’, a disagreement . . . the terms of which depend in each case on the specific features of the attack” in question; whereas Yugoslavia accordingly concludes that, since these events constitute “instantaneous wrongful acts”, there exist “a number of separate disputes which have arisen” between the Parties “since 25 April relating to events subsequent to that date”; and whereas Yugoslavia argues from this that “[t]here is no reason to exclude *prima facie* the Court’s jurisdiction over disputes having effectively arisen after 25 April, as provided in the text of the declaration”; and whereas Yugoslavia adds that to exclude such disputes from the jurisdiction of the Court “would run entirely counter to the manifest and clear intention of Yugoslavia” to entrust the Court with the resolution of those disputes;

26. Considérant que la Yougoslavie n'a accepté la juridiction de la Cour *ratione temporis* que pour ce qui est d'une part des différends surgissant ou pouvant surgir après la signature de sa déclaration et d'autre part de ceux qui concerneraient des situations ou des faits postérieurs à ladite signature (cf. *Droit de passage sur territoire indien, fond, arrêt, C.I.J. Recueil 1960*, p. 34); qu'aux fins d'apprécier la compétence de la Cour en l'espèce, il suffit de déterminer si, conformément au texte de la déclaration, le différend porté devant la Cour a «surgi» avant ou après le 25 avril 1999, date à laquelle ladite déclaration a été signée;

27. Considérant que la requête de la Yougoslavie est intitulée «Requête de la République fédérale de Yougoslavie contre le Royaume des Pays-Bas pour violation de l'obligation de ne pas recourir à l'emploi de la force»; que, dans la requête, l'«objet *du* différend» (les italiques sont de la Cour) est décrit en termes généraux (voir paragraphe 1 ci-dessus); mais qu'il ressort tant de l'exposé des «faits sur lesquels les demandes sont fondées» que de la formulation de ces «demandes» elles-mêmes (voir paragraphes 3 et 4 ci-dessus) que la requête est dirigée, dans son essence, contre les «bombardements du territoire de la République fédérale de Yougoslavie», auxquels il est demandé à la Cour de mettre un terme;

28. Considérant qu'il est constant que les bombardements en cause ont commencé le 24 mars 1999 et se sont poursuivis, de façon continue, au-delà du 25 avril 1999; et qu'il ne fait pas de doute pour la Cour, au vu notamment des débats du Conseil de sécurité des 24 et 26 mars 1999 (S/PV.3988 et 3989), qu'un «différend d'ordre juridique» (*Timor oriental (Portugal c. Australie)*, C.I.J. Recueil 1995, p. 100, par. 22) a «surgi» entre la Yougoslavie et l'Etat défendeur, comme avec les autres Etats membres de l'OTAN, bien avant le 25 avril 1999, au sujet de la licéité de ces bombardements comme tels, pris dans leur ensemble;

29. Considérant que la circonstance que ces bombardements se soient poursuivis après le 25 avril 1999 et que le différend les concernant ait persisté depuis lors n'est pas de nature à modifier la date à laquelle le différend avait surgi; que des différends distincts n'ont pu naître par la suite à l'occasion de chaque attaque aérienne; et qu'à ce stade de la procédure, la Yougoslavie n'établit pas que des différends nouveaux, distincts du différend initial, aient surgi entre les Parties après le 25 avril 1999 au sujet de situations ou de faits postérieurs imputables aux Pays-Bas;

30. Considérant que, comme la Cour l'a rappelé dans son arrêt du 4 décembre 1998 en l'affaire de la *Compétence en matière de pêcheries (Espagne c. Canada)*,

«Il appartient à chaque Etat, lorsqu'il formule sa déclaration, de décider des limites qu'il assigne à son acceptation de la juridiction de la Cour: «la juridiction n'existe que dans les termes où elle a été acceptée» (*Phosphates du Maroc, arrêt, 1938, C.P.J.I. série A/B n° 74*, p. 23)» (C.I.J. Recueil 1998, p. 453, par. 44);

et que, comme la Cour permanente l'a relevé dans son arrêt du 14 juin

26. Whereas Yugoslavia has accepted the Court's jurisdiction *ratione temporis* in respect only, on the one hand, of disputes arising or which may arise after the signature of its declaration and, on the other hand, of those concerning situations or facts subsequent to that signature (cf. *Right of Passage over Indian Territory, Merits, Judgment, I.C.J. Reports 1960*, p. 34); whereas, in order to determine whether the Court has jurisdiction in the case, it is sufficient to decide whether, in terms of the text of the declaration, the dispute brought before the Court "arose" before or after 25 April 1999, the date on which the declaration was signed;

27. Whereas Yugoslavia's Application is entitled "Application of the Federal Republic of Yugoslavia against the Kingdom of the Netherlands for Violation of the Obligation Not to Use Force"; whereas in the Application the "subject of the dispute" (emphasis added) is described in general terms (see paragraph 1 above); but whereas it can be seen both from the statement of "facts upon which the claim is based" and from the manner in which the "claims" themselves are formulated (see paragraphs 3 and 4 above) that the Application is directed, in essence, against the "bombing of the territory of the Federal Republic of Yugoslavia", to which the Court is asked to put an end;

28. Whereas it is an established fact that the bombings in question began on 24 March 1999 and have been conducted continuously over a period extending beyond 25 April 1999; and whereas the Court has no doubt, in the light, *inter alia*, of the discussions at the Security Council meetings of 24 and 26 March 1999 (S/PV.3988 and 3989), that a "legal dispute" (*East Timor (Portugal v. Australia), I.C.J. Reports 1995*, p. 100, para. 22) "arose" between Yugoslavia and the Respondent, as it did also with the other NATO member States, well before 25 April 1999 concerning the legality of those bombings as such, taken as a whole;

29. Whereas the fact that the bombings have continued after 25 April 1999 and that the dispute concerning them has persisted since that date is not such as to alter the date on which the dispute arose; whereas each individual air attack could not have given rise to a separate subsequent dispute; and whereas, at this stage of the proceedings, Yugoslavia has not established that new disputes, distinct from the initial one, have arisen between the Parties since 25 April 1999 in respect of subsequent situations or facts attributable to the Netherlands;

30. Whereas, as the Court recalled in its Judgment of 4 December 1998 in the case concerning *Fisheries Jurisdiction (Spain v. Canada)*,

"It is for each State, in formulating its declaration, to decide upon the limits it places upon its acceptance of the jurisdiction of the Court: '[t]his jurisdiction only exists within the limits within which it has been accepted' (*Phosphates in Morocco, Judgment, 1938, P.C.I.J., Series A/B, No. 74, p. 23*)" (*I.C.J. Reports 1998*, p. 453, para. 44);

and whereas, as the Permanent Court held in its Judgment of 14 June

1938 dans l'affaire des *Phosphates du Maroc* (exceptions préliminaires), «il est reconnu que, par l'effet de la condition de réciprocité inscrite au paragraphe 2 de l'article 36 du Statut de la Cour», toute limitation *ratione temporis* apportée par l'une des parties à sa déclaration d'acceptation de la juridiction de la Cour «fait droit entre les parties» (*Phosphates du Maroc, arrêt, 1938, C.P.J.I. série A/B n° 74, p. 22*); qu'en outre, comme la présente Cour l'a noté dans son arrêt du 11 juin 1998 en l'affaire de la *Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria)*, «[d]ès 1952, elle a jugé dans l'affaire de l'*Anglo-Iranian Oil Co.* que, lorsque des déclarations sont faites sous condition de réciprocité, «compétence est conférée à la Cour seulement dans la mesure où elles coïncident pour la lui conférer» (*C.I.J. Recueil 1952, p. 103*)» (*C.I.J. Recueil 1998, p. 298, par. 43*); et considérant qu'il découle de ce qui précède que les déclarations faites par les Parties conformément au paragraphe 2 de l'article 36 du Statut ne constituent pas une base sur laquelle la compétence de la Cour pourrait *prima facie* être fondée dans le cas d'espèce;

\*

31. Considérant que les Pays-Bas, se référant aux résolutions 757 (1992), en date du 30 mai 1992, et 777 (1992), en date du 19 septembre 1992, du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'aux résolutions 47/1, en date du 22 septembre 1992, et 48/88, en date du 20 décembre 1993, de l'Assemblée générale des Nations Unies, font aussi valoir que la Cour n'a pas compétence en l'espèce, fût-ce *prima facie*, sur la base du paragraphe 2 de l'article 36 du Statut car la Yougoslavie n'est pas membre des Nations Unies ni partie au Statut de la Cour et ne peut donc pas faire valablement la déclaration prévue au paragraphe 2 de l'article 36 du Statut; et que les Pays-Bas font par ailleurs observer que la Yougoslavie n'a pas rempli les conditions auxquelles le Conseil de sécurité, dans sa résolution 9 en date du 15 octobre 1946, a subordonné l'acceptation de la compétence de la Cour par un Etat non partie au Statut;

32. Considérant que la Yougoslavie, se référant à la position du Secrétariat, telle qu'exprimée dans une lettre en date du 29 septembre 1992 du conseiller juridique de l'Organisation (doc. A/47/485), ainsi qu'à la pratique ultérieure de celle-ci, soutient pour sa part que la résolution 47/1 de l'Assemblée générale n'a «pas [mis] fin à l'appartenance de la Yougoslavie à l'Organisation et ne [l'a pas suspendue] non plus», ladite résolution n'ôtant pas à la Yougoslavie «le droit de participer aux travaux d'organes autres que ceux qui relèvent de l'Assemblée générale»;

33. Considérant que, eu égard à la conclusion à laquelle elle est parvenue au paragraphe 30 ci-dessus, la Cour n'a pas à examiner cette question à l'effet de décider si elle peut ou non indiquer des mesures conservatoires dans le cas d'espèce;

\* \*

1938 in the *Phosphates in Morocco* case (Preliminary Objections), “it is recognized that, as a consequence of the condition of reciprocity stipulated in paragraph 2 of Article 36 of the Statute of the Court”, any limitation *ratione temporis* attached by one of the Parties to its declaration of acceptance of the Court’s jurisdiction “holds good as between the Parties” (*Phosphates in Morocco, Judgment, 1938, P.C.I.J., Series A/B, No. 74, p. 10*); whereas, moreover, as the present Court noted in its Judgment of 11 June 1988 in the case concerning the *Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria)*, “[a]s early as 1952, it held in the case concerning *Anglo-Iranian Oil Co.* that, when declarations are made on condition of reciprocity, ‘jurisdiction is conferred on the Court only to the extent to which the two Declarations coincide in conferring it’ (*I.C.J. Reports 1952, p. 103*)” (*I.C.J. Reports 1998, p. 298, para. 43*); and whereas it follows from the foregoing that the declarations made by the Parties under Article 36, paragraph 2, of the Statute do not constitute a basis on which the jurisdiction of the Court could *prima facie* be founded in this case;

\*

31. Whereas, referring to United Nations Security Council resolutions 757 (1992) of 30 May 1992 and 777 (1992) of 19 September 1992, and to United Nations General Assembly resolutions 47/1 of 22 September 1992 and 48/88 of 20 December 1993, the Netherlands also contends that the Court has no jurisdiction in the case, even *prima facie*, on the basis of Article 36, paragraph 2, of the Statute, because Yugoslavia is neither a Member of the United Nations nor a party to the Statute of the Court, and could not, therefore, validly make the declaration provided for in Article 36, paragraph 2; and whereas the Netherlands further contends that Yugoslavia has not satisfied the conditions laid out in Security Council resolution 9 of 15 October 1946 for acceptance of the Court’s jurisdiction by a State that is not a party to the Statute;

32. Whereas Yugoslavia, referring to the position of the Secretariat, as expressed in a letter dated 29 September 1992 from the Legal Counsel of the Organization (doc. A/47/485), and to the latter’s subsequent practice, contends for its part that General Assembly resolution 47/1 “[neither] terminate[d] nor suspend[ed] Yugoslavia’s membership in the Organization”, and that the said resolution did not take away from Yugoslavia “[its] right to participate in the work of organs other than Assembly bodies”;

33. Whereas, in view of its finding in paragraph 30 above, the Court need not consider this question for the purpose of deciding whether or not it can indicate provisional measures in the present case;

\* \*

34. Considérant que la Yougoslavie, dans sa requête, prétend en second lieu fonder la compétence de la Cour sur l'article IX de la convention sur le génocide, aux termes duquel :

« Les différends entre les Parties contractantes relatifs à l'interprétation, l'application ou l'exécution de la présente convention, y compris ceux relatifs à la responsabilité d'un Etat en matière de génocide ou de l'un quelconque des autres actes énumérés à l'article III, seront soumis à la Cour internationale de Justice, à la requête d'une partie au différend »;

et considérant que, dans sa requête, la Yougoslavie indique que l'objet du différend porte notamment sur « les actes commis par le Royaume des Pays-Bas, en violation de son obligation internationale ... de ne pas soumettre intentionnellement un groupe national à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique »; qu'en décrivant les faits sur lesquels la requête est fondée, la Yougoslavie précise : « Les actes susmentionnés ont pour effet de soumettre intentionnellement un groupe ethnique à des conditions devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle »; qu'en exposant les fondements juridiques de la requête, elle soutient que « l'obligation ... de ne pas soumettre intentionnellement un groupe national à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique a été violée »; et que l'une des demandes au fond contenues dans la requête est ainsi formulée :

« qu'en prenant part aux activités énumérées ci-dessus et en particulier en causant des dommages énormes à l'environnement et en utilisant de l'uranium appauvri, le Royaume des Pays-Bas a agi contre la République fédérale de Yougoslavie, en violation de son obligation de ne pas soumettre intentionnellement un groupe national à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle »;

35. Considérant que la Yougoslavie soutient en outre que le bombardement constant et intensif de l'ensemble de son territoire, y compris les zones les plus peuplées, constitue « une violation grave de l'article II de la convention sur le génocide »; qu'elle fait valoir que « la pollution du sol, de l'air et de l'eau, la destruction de l'économie du pays, la contamination de l'environnement par de l'uranium appauvri reviennent à soumettre la nation yougoslave à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique »; qu'elle affirme que c'est la nation yougoslave tout entière, en tant que telle, qui est prise pour cible; et qu'elle souligne que le recours à certaines armes, dont on connaît par avance les conséquences dommageables à long terme sur la santé et l'environnement, ou la destruction de la plus grande partie du réseau d'alimentation en électricité du pays, dont on peut prévoir d'avance les conséquences catastrophiques, « témoigne[nt] implicitement de l'intention de détruire totalement ou partiellement » le groupe national yougoslave en tant que tel;

36. Considérant que les Pays-Bas soutiennent pour leur part que la

34. Whereas in its Application Yugoslavia claims, in the second place, to found the jurisdiction of the Court on Article IX of the Genocide Convention, which provides:

“Disputes between the Contracting Parties relating to the interpretation, application or fulfilment of the present Convention, including those relating to the responsibility of a State for genocide or for any of the other acts enumerated in article III, shall be submitted to the International Court of Justice at the request of any of the parties to the dispute”;

and whereas in its Application Yugoslavia states that the subject of the dispute concerns *inter alia* “acts of the Kingdom of the Netherlands by which it has violated its international obligation . . . not to deliberately inflict conditions of life calculated to cause the physical destruction of a national group”; whereas, in describing the facts on which the Application is based, Yugoslavia states: “The above-mentioned acts are deliberately creating conditions calculated at the physical destruction of an ethnic group, in whole or in part”; whereas, in its statement of the legal grounds on which the Application is based, Yugoslavia contends that “the obligation . . . not to impose deliberately on a national group conditions of life calculated to bring about the physical destruction of the group has been breached”; and whereas one of the claims on the merits set out in the Application is formulated as follows:

“by taking part in activities listed above, and in particular by causing enormous environmental damage and by using depleted uranium, the Kingdom of the Netherlands has acted against the Federal Republic of Yugoslavia in breach of its obligation not to deliberately inflict on a national group conditions of life calculated to bring about its physical destruction, in whole or in part”;

35. Whereas Yugoslavia contends moreover that the sustained and intensive bombing of the whole of its territory, including the most heavily populated areas, constitutes “a serious violation of Article II of the Genocide Convention”; whereas it argues that “the pollution of soil, air and water, destroying the economy of the country, contaminating the environment with depleted uranium, inflicts conditions of life on the Yugoslav nation calculated to bring about its physical destruction”; whereas it asserts that it is the Yugoslav nation as a whole and as such that is targeted; and whereas it stresses that the use of certain weapons whose long-term hazards to health and the environment are already known, and the destruction of the largest part of the country’s power supply system, with catastrophic consequences of which the Respondent must be aware, “impl[y] the intent to destroy, in whole or in part, the Yugoslav national group as such;

36. Whereas for its part the Netherlands contends that the Court

Cour pourrait être *prima facie* compétente sur la base de l'article IX de la convention si la partie invoquant cette base de juridiction était en mesure de produire « ne serait-ce que *quelques* éléments de preuve montrant qu'il existe un différend relatif à l'interprétation, l'application ou l'exécution de la convention de 1948 sur le génocide»; que, selon les Pays-Bas, la Yougoslavie n'a pas fait état dans sa requête de ce qui constitue l'essentiel du crime de génocide aux termes de la convention, à savoir «l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel»; et que, de l'avis des Pays-Bas, la Cour n'est de ce fait pas compétente *ratione materiae* sur la base de l'article IX;

37. Considérant qu'il n'est pas contesté que tant la Yougoslavie que les Pays-Bas sont parties à la convention sur le génocide, sans réserves; et que l'article IX de la convention semble ainsi constituer une base sur laquelle la compétence de la Cour pourrait être fondée, pour autant que l'objet du différend ait trait à «l'interprétation, l'application ou l'exécution» de la convention, y compris les différends «relatifs à la responsabilité d'un Etat en matière de génocide ou de l'un quelconque des autres actes énumérés à l'article III» de ladite convention;

38. Considérant que, à l'effet d'établir, même *prima facie*, si un différend au sens de l'article IX de la convention sur le génocide existe, la Cour ne peut se borner à constater que l'une des parties soutient que la convention s'applique alors que l'autre le nie; et que, au cas particulier, elle doit rechercher si les violations de la convention alléguées par la Yougoslavie sont susceptibles d'entrer dans les prévisions de cet instrument et si, par suite, le différend est de ceux dont la Cour pourrait avoir compétence pour connaître *ratione materiae* par application de l'article IX (cf. *Plates-formes pétrolières (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)*, *exception préliminaire, arrêt, C.I.J. Recueil 1996 (II)*, p. 810, par. 16);

39. Considérant que la définition du génocide, figurant à l'article II de la convention sur le génocide, se lit comme suit:

«Dans la présente convention le génocide s'entend de l'un quelconque des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel:

- a) meurtre de membres du groupe;
- b) atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;
- c) soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;
- d) mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe;
- e) transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe»;

40. Considérant qu'il apparaît à la Cour, d'après cette définition, «que la caractéristique essentielle du génocide est la destruction intentionnelle d'un «groupe national, ethnique, racial ou religieux»» (*Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, me-*

could have prima facie jurisdiction on the basis of Article IX of the Convention, if the party invoking such jurisdiction were in a position to produce “at least *some* evidence that a question relating to the interpretation, application or fulfilment of the 1948 Genocide Convention has arisen”; whereas according to the Netherlands, Yugoslavia’s Application fails to refer to the conditions that form the core of the crime of genocide under the Convention, namely the “intent to destroy, in whole or in part, a national, ethnical, racial or religious group, as such”, and whereas, in the view of the Netherlands, the Court accordingly lacks jurisdiction *ratione materiae* on the basis of Article IX;

37. Whereas it is not disputed that both Yugoslavia and the Netherlands are parties to the Genocide Convention without reservation; and whereas Article IX of the Convention accordingly appears to constitute a basis on which the jurisdiction of the Court might be founded to the extent that the subject-matter of the dispute relates to “the interpretation, application or fulfilment” of the Convention, including disputes “relating to the responsibility of a state for genocide or for any of the other acts enumerated in article III” of the said Convention;

38. Whereas, in order to determine, even prima facie, whether a dispute within the meaning of Article IX of the Genocide Convention exists, the Court cannot limit itself to noting that one of the Parties maintains that the Convention applies, while the other denies it; and whereas in the present case the Court must ascertain whether the breaches of the Convention alleged by Yugoslavia are capable of falling within the provisions of that instrument and whether, as a consequence, the dispute is one which the Court has jurisdiction *ratione materiae* to entertain pursuant to Article IX (cf. *Oil Platforms (Islamic Republic of Iran v. United States of America)*, *Preliminary Objection, Judgment, I.C.J. Reports 1996 (II)*, p. 810, para. 16);

39. Whereas the definition of genocide set out in Article II of the Genocide Convention reads as follows:

“In the present Convention, genocide means any of the following acts committed with intent to destroy, in whole or in part, a national, ethnical, racial or religious group, as such:

- (a) Killing members of the group;
- (b) Causing serious bodily or mental harm to members of the group;
- (c) Deliberately inflicting on the group conditions of life calculated to bring about its physical destruction in whole or in part;
- (d) Imposing measures intended to prevent births within the group;
- (e) Forcibly transferring children of the group to another group”;

40. Whereas it appears to the Court, from this definition, “that [the] essential characteristic [of genocide] is the intended destruction of ‘a national, ethnical, racial or religious group’” (*Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide, Provi-*

*sures conservatoires, ordonnance du 13 septembre 1993, C.I.J. Recueil 1993, p. 345, par. 42*); que le recours ou la menace du recours à l'emploi de la force contre un Etat ne sauraient en soi constituer un acte de génocide au sens de l'article II de la convention sur le génocide; et que, de l'avis de la Cour, il n'apparaît pas au présent stade de la procédure que les bombardements qui constituent l'objet de la requête yougoslave «comport[ent] effectivement l'élément d'intentionnalité, dirigé contre un groupe comme tel, que requiert la disposition sus-citée» (*Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires, avis consultatif, C.I.J. Recueil 1996 (I), p. 240, par. 26*);

41. Considérant que la Cour n'est dès lors pas en mesure de conclure, à ce stade de la procédure, que les actes que la Yougoslavie impute au défendeur seraient susceptibles d'entrer dans les prévisions de la convention sur le génocide; et que l'article IX de la convention, invoqué par la Yougoslavie, ne constitue partant pas une base sur laquelle la compétence de la Cour pourrait *prima facie* être fondée dans le cas d'espèce;

\* \*

42. Considérant que la Yougoslavie, après le dépôt de sa requête, a en outre invoqué, pour fonder la compétence de la Cour en l'espèce, l'article 4 du traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation entre les Pays-Bas et le Royaume de Yougoslavie, signé à La Haye le 11 mars 1931; que le «complément à la requête» de la Yougoslavie, dans lequel celle-ci s'est prévalu de cette nouvelle base de juridiction, a été soumis à la Cour lors du second tour de plaidoiries (voir paragraphe 14 ci-dessus); que la Yougoslavie n'a pas fourni d'explication sur les raisons qui l'avaient amenée à déposer ce document à ce stade de la procédure; et qu'elle fait valoir que, même si la procédure prévue à l'article 4 du traité de 1931 n'a pas été strictement suivie, «la Cour, comme sa devancière, la Cour permanente de Justice internationale, a toujours appliqué le principe suivant lequel il ne faut pas pénaliser le demandeur qui a commis dans un acte de procédure une erreur qu'il peut facilement réparer»;

43. Considérant que les Pays-Bas font objection à la présentation tardive par la Yougoslavie de ce chef de compétence; qu'ils soutiennent que le traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation du 11 mars 1931 n'est plus en vigueur entre les Pays-Bas et la Yougoslavie; que les Pays-Bas font observer qu'ils ne sont pas partie à la convention de Vienne de 1978 sur la succession d'Etats en matière de traités et que, contrairement à ce qu'il en est pour un certain nombre d'autres traités bilatéraux conclus avec l'ancienne République fédérative socialiste de Yougoslavie, il n'a pas été passé d'accord provisoire sur le maintien en vigueur du traité de 1931; et que les Pays-Bas font en outre valoir que la Yougoslavie n'a pas respecté les prescriptions de procédure indiquées à l'article 4 du traité, notamment le préavis d'un mois;

44. Considérant que l'invocation par une partie d'une nouvelle base de juridiction au stade du second tour de plaidoiries sur une demande en

sional Measures, Order of 13 September 1993, *I.C.J. Reports 1993*, p. 345, para. 42); whereas the threat or use of force against a State cannot in itself constitute an act of genocide within the meaning of Article II of the Genocide Convention; and whereas, in the opinion of the Court, it does not appear at the present stage of the proceedings that the bombings which form the subject of the Yugoslav Application “indeed entail the element of intent, towards a group as such, required by the provision quoted above” (*Legality of the Threat or Use of Nuclear Weapons, Advisory Opinion, I.C.J. Reports 1996 (I)*, p. 240, para. 26);

41. Whereas the Court is therefore not in a position to find, at this stage of the proceedings, that the acts imputed by Yugoslavia to the Respondent are capable of coming within the provisions of the Genocide Convention; and whereas Article IX of the Convention, invoked by Yugoslavia, cannot accordingly constitute a basis on which the jurisdiction of the Court could *prima facie* be founded in this case;

\* \*

42. Whereas after it had filed its Application Yugoslavia further invoked, as basis for the Court’s jurisdiction in this case, Article 4 of the Treaty of Judicial Settlement, Arbitration and Conciliation between the Netherlands and the Kingdom of Yugoslavia, signed in The Hague on 11 March 1931; whereas Yugoslavia’s “Supplement to the Application”, in which it invoked this new basis of jurisdiction, was presented to the Court in the second round of oral argument (see paragraph 14 above); whereas Yugoslavia gave no explanation of its reasons for filing this document at this stage of the proceedings; and whereas Yugoslavia argues that, although the procedure provided for in Article 4 of the 1931 Treaty has not been strictly followed, “the Court, like its predecessor, the Permanent Court of International Justice, has always had recourse to the principle according to which it should not penalize a defect in a procedural act which the Applicant could easily remedy”;

43. Whereas the Netherlands objects to the late presentation by Yugoslavia of this basis of jurisdiction; whereas the Netherlands argues that the Treaty of Judicial Settlement, Arbitration and Conciliation of 11 March 1931 is no longer in force between the Netherlands and Yugoslavia; whereas the Netherlands observes that it is not a party to the 1978 Vienna Convention on the Succession of States in respect of Treaties and that, in contrast with a number of other bilateral treaties concluded with the former Socialist Federal Republic of Yugoslavia, no provisional mutual agreement has been reached on the continued validity of the 1931 Treaty; whereas the Netherlands further argues that Yugoslavia has not complied with the procedural requirements of Article 4 of the Treaty, in particular the period of notice of one month;

44. Whereas the invocation by a party of a new basis of jurisdiction in the second round of oral argument on a request for the indication of pro-

indication de mesures conservatoires est sans précédent dans la pratique de la Cour; qu'une démarche aussi tardive, lorsqu'elle n'est pas acceptée par l'autre partie, met gravement en péril le principe du contradictoire et la bonne administration de la justice; et que, par suite, la Cour ne saurait, aux fins de décider si elle peut ou non indiquer des mesures conservatoires dans le cas d'espèce, prendre en considération le nouveau chef de compétence dont la Yougoslavie a entendu se prévaloir le 12 mai 1999;

\* \*

45. Considérant que la Cour a conclu ci-dessus qu'elle n'avait compétence *prima facie* pour connaître de la requête de la Yougoslavie ni sur la base du paragraphe 2 de l'article 36 du Statut ni sur celle de l'article IX de la convention sur le génocide; et qu'elle a estimé ne pas pouvoir, à ce stade de la procédure, prendre en considération la base de juridiction additionnelle invoquée par la Yougoslavie; et considérant qu'il s'ensuit que la Cour ne saurait indiquer quelque mesure conservatoire que ce soit à l'effet de protéger les droits dont la Yougoslavie se prévaut dans sa requête;

46. Considérant toutefois que les conclusions auxquelles la Cour est parvenue en la présente procédure ne préjugent en rien la compétence de la Cour pour connaître du fond de l'affaire, ni aucune question relative à la recevabilité de la requête ou au fond lui-même, et qu'elles laissent intact le droit du Gouvernement yougoslave et du Gouvernement néerlandais de faire valoir leurs moyens en la matière;

\* \* \*

47. Considérant qu'il existe une distinction fondamentale entre la question de l'acceptation par un Etat de la juridiction de la Cour et la compatibilité de certains actes avec le droit international; la compétence exige le consentement; la compatibilité ne peut être appréciée que quand la Cour examine le fond, après avoir établi sa compétence et entendu les deux parties faire pleinement valoir leurs moyens en droit;

48. Considérant que les Etats, qu'ils acceptent ou non la juridiction de la Cour, demeurent en tout état de cause responsables des actes contraires au droit international, y compris au droit humanitaire, qui leur seraient imputables; que tout différend relatif à la licéité de tels actes doit être réglé par des moyens pacifiques dont le choix est laissé aux parties conformément à l'article 33 de la Charte;

49. Considérant que dans ce cadre les parties doivent veiller à ne pas aggraver ni étendre le différend;

50. Considérant que, lorsqu'un tel différend suscite une menace contre la paix, une rupture de la paix ou un acte d'agression, le Conseil de sécurité est investi de responsabilités spéciales en vertu du chapitre VII de la Charte;

\* \* \*

visional measures has never occurred in the Court's practice; whereas such action at this late stage, when it is not accepted by the other party, seriously jeopardizes the principle of procedural fairness and the sound administration of justice; and whereas in consequence the Court cannot, for the purpose of deciding whether it may or may not indicate provisional measures in the present case, take into consideration the new title of jurisdiction which Yugoslavia sought to invoke on 12 May 1999;

\* \* \*

45. Whereas the Court has found above that it had no prima facie jurisdiction to entertain Yugoslavia's Application, either on the basis of Article 36, paragraph 2, of the Statute or of Article IX of the Genocide Convention; and whereas it has taken the view that it cannot, at this stage of the proceedings, take account of the additional basis of jurisdiction invoked by Yugoslavia; and whereas it follows that the Court cannot indicate any provisional measure whatsoever in order to protect the rights claimed by Yugoslavia in its Application;

46. Whereas, however, the findings reached by the Court in the present proceedings in no way prejudice the question of the jurisdiction of the Court to deal with the merits of the case or any questions relating to the admissibility of the Application, or relating to the merits themselves; and whereas they leave unaffected the right of the Governments of Yugoslavia and the Netherlands to submit arguments in respect of those questions;

\* \* \*

47. Whereas there is a fundamental distinction between the question of the acceptance by a State of the Court's jurisdiction and the compatibility of particular acts with international law; the former requires consent; the latter question can only be reached when the Court deals with the merits after having established its jurisdiction and having heard full legal arguments by both parties;

48. Whereas, whether or not States accept the jurisdiction of the Court, they remain in any event responsible for acts attributable to them that violate international law, including humanitarian law; whereas any disputes relating to the legality of such acts are required to be resolved by peaceful means, the choice of which, pursuant to Article 33 of the Charter, is left to the parties;

49. Whereas in this context the parties should take care not to aggravate or extend the dispute;

50. Whereas, when such a dispute gives rise to a threat to the peace, breach of the peace or act of aggression, the Security Council has special responsibilities under Chapter VII of the Charter;

\* \* \*

51. Par ces motifs,

LA COUR,

1) Par onze voix contre quatre,

*Rejette* la demande en indication de mesures conservatoires présentée par la République fédérale de Yougoslavie le 29 avril 1999;

POUR: M. Schwebel, *président de la Cour*; MM. Oda, Bedjaoui, Guillaume, Ranjeva, Herczegh, Fleischhauer, Koroma, M<sup>me</sup> Higgins, MM. Parra-Aranguren, Kooijmans, *juges*;

CONTRE: M. Weeramantry, *vice-président, faisant fonction de président en l'affaire*; MM. Shi, Vereshchetin, *juges*; M. Kreća, *juge ad hoc*;

2) Par quatorze voix contre une,

*Réserve* la suite de la procédure.

POUR: M. Weeramantry, *vice-président, faisant fonction de président en l'affaire*; M. Schwebel, *président de la Cour*; MM. Bedjaoui, Guillaume, Ranjeva, Herczegh, Shi, Fleischhauer, Koroma, Vereshchetin, M<sup>me</sup> Higgins, MM. Parra-Aranguren, Kooijmans, *juges*; M. Kreća, *juge ad hoc*;

CONTRE: M. Oda, *juge*.

Fait en français et en anglais, le texte français faisant foi, au Palais de la Paix, à La Haye, le deux juin mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, en trois exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour et les autres seront transmis respectivement au Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie et au Gouvernement du Royaume des Pays-Bas.

Le vice-président,

(*Signé*) Christopher G. WEERAMANTRY.

Le greffier,

(*Signé*) Eduardo VALENCIA-OSPINA.

M. KOROMA, juge, joint une déclaration à l'ordonnance.

M. ODA, M<sup>me</sup> HIGGINS, et MM. PARRA-ARANGUREN et KOOIJMANS, juges, joignent à l'ordonnance les exposés de leur opinion individuelle.

51. For these reasons,

THE COURT,

(1) By eleven votes to four,

*Rejects* the request for the indication of provisional measures submitted by the Federal Republic of Yugoslavia on 29 April 1999;

IN FAVOUR: *President* Schwebel; *Judges* Oda, Bedjaoui, Guillaume, Ranjeva, Herczegh, Fleischhauer, Koroma, Higgins, Parra-Aranguren, Kooijmans;

AGAINST: *Vice-President* Weeramantry, *Acting President*; *Judges* Shi, Vereshchetin; *Judge ad hoc* Kreća;

(2) By fourteen votes to one,

*Reserves* the subsequent procedure for further decision.

IN FAVOUR: *Vice-President* Weeramantry, *Acting President*; *President* Schwebel; *Judges* Bedjaoui, Guillaume, Ranjeva, Herczegh, Shi, Fleischhauer, Koroma, Vereshchetin, Higgins, Parra-Aranguren, Kooijmans; *Judge ad hoc* Kreća;

AGAINST: *Judge* Oda.

Done in French and in English, the French text being authoritative, at the Peace Palace, The Hague, this second day of June, one thousand nine hundred and ninety-nine, in three copies, one of which will be placed in the archives of the Court and the others transmitted to the Government of the Federal Republic of Yugoslavia and the Government of the Kingdom of the Netherlands, respectively.

(*Signed*) Christopher G. WEERAMANTRY,  
Vice-President.

(*Signed*) Eduardo VALENCIA-OSPINA,  
Registrar.

Judge KOROMA appends a declaration to the Order of the Court.

Judges ODA, HIGGINS, PARRA-ARANGUREN and KOOIJMANS append separate opinions to the Order of the Court.

M. WEERAMANTRY, vice-président, faisant fonction de président en l'affaire, MM. SHI et VERESHCHETIN, juges, et M. KREČA, juge *ad hoc*, joignent à l'ordonnance les exposés de leur opinion dissidente.

(Paraphé) C.G.W.

(Paraphé) E.V.O.

---

Vice-President WEERAMANTRY, Acting President, Judges SHI and VERESHCHETIN, and Judge *ad hoc* KREĆA append dissenting opinions to the Order of the Court.

*(Initialed)* C.G.W.

*(Initialed)* E.V.O.

---